

# 2023 ou la difficile sortie du quoi qu'il en coûte

👤 Laura Betty · il y a 1 hour



“*Quoi qu'il en coûte, c'est fini*”, a promis Bruno Le Maire le 25 août 2021 aux universités d'été du MEDEF. Dans les travées de l'hippodrome de Longchamps, le ministre de l'Economie et des Finances, optimiste, a souhaité voir la fin de la folle cavalcade de la dette publique, qui vient de bondir de +15% de PIB en 18 mois dans ces circonstances extraordinaires de pandémie. Depuis, le Covid, qui ne s'en va pas, a sérieusement régressé. Et avec elle le soutien du gouvernement à l'économie ? Pas vraiment.

Un an d'inflation plus tard, le ministre des Comptes publics Gabriel Attal revendique une politique économique de “*Combien ça coûte*” concernés qui aident les ménages et les entreprises “*Être mieux ciblé*”.

## Même volume de dépenses

Dans la pratique, le volume d'argent public versé reste essentiellement le même. 80 milliards d'euros pour le “*quoi qu'il en coûte*” de 2020 et 2021 (fonds de solidarité, chômage partiel et exonération de charges), contre 100 milliards d'euros pour le bouclier tarifaire en 2021, 2022 et 2023 selon Bercy.

Bien qu'ils soient plus stricts, les critères pour bénéficier d'une aide anti-inflationniste ne sont pas moins généreux. L'allocation d'inflation de Jean Castex fin 2021 a profité aux 38 millions de Français qui gagnent moins de 2 000 euros nets par mois. Quant au chèque carburant d'Elisabeth Borne, les 10 millions de Français les plus pauvres qui se rendent au travail en voiture devraient le percevoir à partir de janvier 2023.

**Lire Aussi : Royaume-Uni : les agriculteurs pointent un risque de crise alimentaire - Économie**

Ce dernier dispositif remplace le rabais à la pompe dont tous les automobilistes pourraient bénéficier en 2021. Le plafonnement des prix du gaz et de l'électricité est prolongé pour les petites entreprises et les ménages, mais l'augmentation de la facture énergétique ne sera pas limitée à plus de 15 % au contraire. de 4 % en 2023.

« *Ces dispositifs ont l'avantage de limiter l'inflation, mais ils ne sont pas vraiment ciblés. Au départ, tout ce dont il avait besoin devait être ciblé et limité dans le temps.* » précise François Ecalle, ancien haut fonctionnaire à la Cour des comptes, spécialiste des finances publiques, qu'il décrypte sur son site de référence Fipeco.

## 2023 ne sera pas plus facile

Comme son ancien magistrat, la Cour des comptes s'occupe de l'art « *coûte que coûte systématiquement et perpétuellement* » selon les propos de son président Pierre Moscovici en juillet au Sénat. D'autant plus éternellement que 2023 et 2024 devraient apporter leur lot de problèmes dans un contexte de transition énergétique structurellement inflationniste.

La Banque de France prévoit le pic de l'inflation pour le premier semestre de l'année prochaine. “*Ça peut être compliqué d'arrêter les aides maintenant, peut-être même de plus en plus compliqué car le problème énergétique va être durable et quelqu'un devra payer la facture*”, juge François Ecalle.

## 2023 ne sera pas plus facile

Comme son ancien magistrat, la Cour des comptes s'occupe de l'art « *coûte que coûte systématiquement et perpétuellement* » selon les propos de son président Pierre Moscovici en juillet au Sénat. D'autant plus éternellement que 2023 et 2024 devraient apporter leur lot de problèmes dans un contexte de transition énergétique structurellement inflationniste.

La Banque de France prévoit le pic de l'inflation pour le premier semestre de l'année prochaine. *“Ça peut être compliqué d'arrêter les aides maintenant, peut-être même de plus en plus compliqué car le problème énergétique va être durable et quelqu'un devra payer la facture”*, juge François Ecalle.

**Lire Aussi : découvrez la gagnante... d'une courte tête !**

Publiée en octobre et intitulée “Un capitalisme sous perfusion”, une étude de l'université de Lille décrit bien cette tendance à transformer de nombreux dispositifs d'aides aux entreprises présentés comme temporaires en mesures permanentes, comme le CICE converti en baisse de charges sociales. *“C'est très difficile de reprendre ce que l'on donne. Dans notre étude, nous parlons d'effet d'accoutumance. Une fois que les entreprises intègrent des appareils dans leurs projections, cela crée un choc pour les supprimer”*, explique Laurent Charbonnier.

## Un capitalisme sous perfusion

Le professeur d'économie et co-auteur de l'étude estime toutefois *“pertinent et raisonnable d'un point de vue macroéconomique que l'Etat intervienne face à des chocs d'une violence sans précédent comme la crise des subprimes ou le Covid”*. NE PAS! ombre des économistes vantent les vertus de *“tout ce qu'il faut”* protéger la structure économique et le pouvoir d'achat à condition que ce soutien soit temporaire. Ce n'est pas le sens de l'histoire de France.

Des chercheurs de la faculté des sciences économiques de Lille estiment que les aides publiques qui irriguent les entreprises ont explosé, passant de 30 milliards d'euros dans les années 1990 à environ 160 milliards d'euros en 2019, avant même la pandémie. *“Capitalisme sous perfusion”* décrit le fonctionnement d'une économie française nourrie d'aides à l'investissement, de subventions et d'exonérations sociales et fiscales pour mieux *“cacher la perte de compétitivité réelle de l'économie française”*, selon Laurent Charbonnier. Une vieille habitude dont *“quoi qu'il en coûte”* est l'émanation la plus récente. La défense du pouvoir d'achat remplit aussi sa fonction de soutien à l'économie en préservant la consommation.

## Spécificité française

*“L'intervention de l'État dans l'économie en temps de crise est commune à tous les pays de l'UE et de l'OCDE. Mais dans d'autres pays, cela reste temporaire.”*, observe François Ecalle. L'expert des finances publiques y voit une *“problème culturel”* spécifiquement pour la France, l'idée que l'argent public paie pour tout l'a emporté. Et de citer en exemple le soulèvement des Gilets jaunes que le gouvernement a *“régulé en versant”* dix milliards d'euros, ce qui a posé selon lui les jalons du *“quoi qu'il en coûte”*.

Le *“quoi qu'il en coûte”* est profondément inscrit dans les mœurs politiques et sociales, créant un peu plus l'idée d'un *“état nounou”* nécessaire pour absorber tous les chocs. Et même de les attendre. *« Avons-nous moins de tolérance et plus d'aversion au risque ? Peut-être que la mentalité des sociétés est en train de changer”*, analyse l'économiste Laurent Charbonnier. Face à l'inflation, le gouvernement, encore traumatisé par la crise des Gilets jaunes, continue pour l'instant de retirer son aide avant même que la moindre protestation ne surgisse. Avec le risque de provoquer une escalade des revendications sociales lorsque les problèmes augmentent.